

# L'accord sur le logement menacé à Genève

**LOGEMENT** Pour le conseiller d'Etat genevois chargé de l'Aménagement, Antonio Hodgers, les oppositions de la droite à des projets de construction sont la marque d'un virage conservateur

Le Temps 2017-12-19

DAVID HAEBERLI

@David\_Haeberli

Le consensus politique qui régnait à Genève sur les questions de logement depuis une petite décennie vient de voler en éclats. Les Verts, les socialistes et Ensemble à gauche, unis pour l'occasion après s'être affrontés sur le budget 2018, se sont dits inquiets, lundi, lors d'une conférence de presse dont on peut résumer ainsi le propos: le PLR bloque, gêne voire biffe des procédures qui doivent mener à la construction de 4000 logements dans le canton de Genève.

Le parti dominant à droite, assurent-ils, se comporte comme un opposant au Plan directeur cantonal, document de référence pour l'aménagement du territoire, adopté par le Grand Conseil en septembre 2013. Le Vert Antonio Hodgers, conseiller d'Etat chargé de l'Aménagement, va plus loin. Pour lui, «la députation PLR n'ose pas dire qu'elle ne veut plus du développement de Genève».

## Opposition au déclassement de la zone villas

Dans le détail, les libéraux-radicaux s'opposent à deux projets de loi menant à la construction de 2300 logements dans le secteur Meyrin-Cointrin, nécessitant le déclassement de la zone villas. Ils ont refusé un projet entre la route de Vernier et les voies CFF pour la construction de 400 logements. Ils en ont suspendu un autre à Lancy, pour le même nombre d'habitations potentielles. Enfin, dans le secteur de Corbillettes, aux Avanchets, ils prolongent de deux ans la procédure de déclassement: 1500 logements retardés.

Dans certains cas, comme à Meyrin, les propriétaires de villas et les promoteurs avaient noué un accord, assurent les élus. La

droite, concluent-ils, «organise la pénurie afin de maintenir des loyers hauts», «protège uniquement les investissements spéculatifs» et forme «une majorité qui défend les promoteurs au détriment des habitants et des communes». «Où veut-on construire à Genève, dans quel délai et pour qui? Le PLR fait tout pour que ce débat n'ait pas lieu», lance Caroline Marti, membre socialiste de la Commission de l'aménagement.

Pour motiver leurs attaques, les partis ont remis à la presse une copie d'un courrier que le Conseil d'Etat a adressé à la Commission de l'aménagement, en date du 6 décembre. Dans ce document, l'exécutif dit observer «avec inquiétude le dépassement du délai légal d'adoption des quatre mois dans le cas de plusieurs modifications touchant la zone villas».

## Dédommagements

«Rien n'est bloqué à moyen terme, réagit Christophe Aumeunier, député PLR. Genève construit 2000 logements par an depuis trois ans, 5600 procédures ou chantiers sont actuellement ouverts. De quoi assurer les besoins de la population genevoise.» Les oppositions du PLR, rétorque-t-il, sont le résultat du dialogue infructueux que le parti tente de mener avec le Département de l'aménagement, dirigé par Antonio Hodgers. Le PLR réclame de longue date des réponses concernant les dédommagements aux propriétaires de villas dans les zones amenées à être déclassées. En vain, regrette le député.

«Ces périmètres sont occupés, rappelle Christophe Aumeunier. C'est une question de responsabilité: nous ne devons pas spolier les propriétaires, il faut au contraire leur proposer des solu-



Pour le conseiller d'Etat Antonio Hodgers, le PLR bloque des projets de construction parce qu'il ne veut plus du développement de Genève. (PIERRE ABENSUR)

tions pour se reloger. Ce n'est pas à eux de supporter le poids de l'intérêt public, que nous ne nions pas dans ces projets.»

Plus largement, les initiatives déposées par la gauche à l'été 2016 «posent un énorme problème», affirme le PLR. En voulant imposer un nombre minimal élevé de loge-

ments sociaux dans les nouveaux quartiers, la gauche viserait en réalité un «bouleversement de la sociologie de Genève». «Est-ce que réellement 50% des Genevois ont besoin d'un logement social, comme l'affirme la gauche? Remplissent-ils seulement les critères pour accéder à ces appartements

subventionnés? Nous pensons au contraire qu'il existe une demande gigantesque pour de la propriété par étage (PPE).» Et le département d'Antonio Hodgers, conclut Christophe Aumeunier, n'a pas pris les mesures qui faciliteraient le départ des occupants des zones villas (fiscalité, prix du terrain, échange avec une autre parcelle) pour la construction de PPE.

## Processus lent

Les bons chiffres des logements en construction, répond Antonio Hodgers, sont le fait de mesures prises il y a dix ans: «La production de logements est un processus lent. Le PLR a décidé d'arrêter la pompe en amont et cela aura

des conséquences néfastes dans les années à venir.»

La limite de 1000 francs par mètre carré inscrite dans la loi, plafond contesté par le PLR? «En réalité, répond le magistrat, nous allons souvent au-delà. Je débats volontiers des solutions prônées par le PLR, mais elles ne sont qu'un prétexte. Le parti est en mutation. Il existe une aile conservatrice au PLR qui est en train de prendre le dessus et qui a décidé, sans le dire, de ne plus soutenir ni le Plan directeur cantonal, ni le projet d'agglomération. Bref, qui est contre le développement d'une Genève urbaine qui assume son rôle de métropole.»

## Une droite moderne et urbaine

Le magistrat écologiste voit dans les déclarations contre la libre circulation du conseiller national Benoît Genecand et du futur chef de groupe Cyril Aellen une autre preuve d'«un virage conservateur qui ne dit pas son nom», et dont les blocages dénoncés en conférence de presse sont «le paroxysme».

Antonio Hodgers ne conteste pas que l'existence de courants à l'intérieur des partis puisse être analysée comme un signe de vitalité. «Mais, dit-il, ce qu'il y a d'inquiétant avec ce glissement du PLR, c'est que, contrairement à ce que les citoyens étaient en droit de penser, il n'y a plus de majorité à Genève pour investir dans les infrastructures, dans les nouveaux quartiers, dans des pôles académiques. Au sein de la députation PLR, les voix tenant un discours de modernité sur les questions d'aménagement se font rares. Je crois pourtant qu'il y a une place pour une droite moderne et urbaine. J'espère un réveil de ces forces au sein du PLR.» ■

**«Il existe une aile conservatrice au PLR [...] qui est contre le développement d'une Genève urbaine assumant son rôle de métropole»**

ANTONIO HODGERS, CONSEILLER D'ÉTAT CHARGÉ DU DÉPARTEMENT DE L'AMÉNAGEMENT, DU LOGEMENT ET DE L'ÉNERGIE (DALE)